



CHS-CT du 3 octobre 2019

Madame la Présidente,

Le 6 juin dernier, vous avez dévoilé la carte du Projet de Nouveau Réseau de Proximité pour le département de la Haute-Marne. Un véritable choc pour l'ensemble des agents qui voient le réseau des finances publiques de la DGFIP totalement détruit à l'horizon 2022.

Tout au long de l'été, notre colère n'a pas faibli et lundi 16 septembre, plus d'un agent sur trois était en grève à l'appel de l'intersyndicale, Solidaires, CGT, F.O.-DGFIP et CFDT-CFTC. Le taux national de 36,8 % étant le meilleur résultat depuis la création de la DGFIP, recouvre des situations de mobilisations diverses.

En Haute-Marne quasi 62 % des agents étaient en grève ce jour-là et une centaine ont manifesté leur colère à Chaumont.

De multiples actions continuent à se dérouler dans notre département et les élus expriment leur mécontentement au travers de motions et délibérations et nous soutiennent publiquement.

Comme nous l'avons déjà exprimé lors du dernier CHS-CT, les agents ont perdu toute confiance en cette Direction Générale qui se joue d'eux au gré des volontés gouvernementales et ministérielles, sans réelle prise en compte du facteur humain.

Car avant tout, derrière ces missions, derrière ces chaises et ces emplois ramenés uniquement à un contexte budgétaire, il y a des femmes et des hommes, des familles, des situations financières parfois complexes...

Dans ce contexte de « géographie dévastée », nous dénonçons fermement le manque de visibilité pour les agents qui ne parviennent plus à se projeter professionnellement ou personnellement avec des conséquences notamment en matière de risques psycho-sociaux dans le contexte très anxiogène de ce prétendu « nouveau réseau de proximité ».

Tout ne se résume pas à faire de simples économies budgétaires sur le dos, encore et toujours, de fonctionnaires qui subissent depuis bien trop longtemps le bon vouloir du pouvoir politique.

Et l'annonce faite le 2 octobre dernier concernant votre proposition de maintenir sur Chaumont le service PRS n'est pas suffisante.

Nous souhaitons l'abandon pur et simple du projet.

En conséquence et dans ce contexte, les représentants CHS-CT FO-Finances Haute-Marne et Solidaires Finances Publiques Haute-Marne ne siégeront pas dans cette instance.
